



HAL
open science

Johan Heilbron, Naissance de la sociologie (note critique)

Xavier Landrin

► **To cite this version:**

Xavier Landrin. Johan Heilbron, Naissance de la sociologie (note critique). Transeo Review, 2011, <http://www.transeo-review.eu/Naissance-de-la-sociologie-Note.html>. hal-00568507

HAL Id: hal-00568507

<https://hal.science/hal-00568507>

Submitted on 24 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Johan Heilbron, *Naissance de la sociologie*, Marseille, Agone, 2006, traduit du néerlandais par Paul Dirckx, 432 p.

Xavier LANDRIN

*Université Paris X – Nanterre, Groupe d'Analyse Politique
Centre de sociologie européenne (CESSP/ EHESS-CNRS)*

L'historiographie des sciences sociales s'apparente souvent à un exercice de légitimation rétrospective des disciplines académiques, mobilisant des emblèmes (travaux ou personnages réputés fondateurs) à partir de répertoires consacrés. Dans le cas particulier de la sociologie, la recherche de fondations disciplinaires se limite à un usage instrumental de quelques grands noms de la « sociologie classique » : Marx, Weber, Durkheim ou Tarde. Ce type de posture participe de l'amnésie de la genèse des disciplines en oblitérant l'ensemble des théories sociales mises en circulation avant le milieu du XIX^e siècle. L'ouvrage de Johan Heilbron, qui se lit aussi comme une critique argumentée de ces aveuglements et de ces impensés disciplinaires, se propose de revenir sur l'« histoire prédisciplinaire » de la sociologie en renouvelant le mode d'interprétation de ces théories sociales.

Pour rendre accessible une grande diversité de productions culturelles occultée par les routines pédagogiques, il procède à un nouveau découpage historiographique permettant de restituer, sur le temps long, les transformations des contenus et des formes des savoirs produits sur la société. Du XVII^e au XIX^e siècles, les conditions de possibilité des théories sociales, la variété de leurs formulations et des problèmes qu'elles exposent, trouvent d'après l'auteur une grande part d'explication dans les transformations de l'Etat et la construction politique des représentations intellectuelles. Ces processus de changement cognitif sont

présentés en trois phases distinctes. Entre le XVII^e et le XVIII^e siècle, la curialisation et la sécularisation des différentes cultures intellectuelles contribuent à une autonomisation initiale des connaissances culturelles et savantes. Dans la continuité des luttes antérieures, les changements politiques et académiques de la période révolutionnaire réalisent une nouvelle hiérarchisation des savoirs scientifiques et littéraires. Dans la première moitié du XIX^e siècle enfin, le renouvellement des oppositions politiques entre groupes savants concurrents favorise la spécialisation des contenus, l'institutionnalisation politique de savoirs d'Etat et l'émergence d'entreprises plus ou moins coordonnées de fondation scientifique. Ces phases de construction des théories sociales composent les trois parties du livre ; leur exposition privilégie les continuités et les discontinuités processuelles aux fausses coupures historiques (les limites de siècles notamment), et s'affranchit de toute conception évolutionniste ou finaliste qui réduirait la trajectoire des théories sociales, forcément erratique et plurielle, à un mode de raisonnement cumulatif voué, au fil des siècles, au perfectionnement scientifique. Johan Heilbron met également en œuvre un modèle relationnel des théories sociales en les rapportant aux luttes entre différentes élites culturelles – ces luttes constituant des « régimes intellectuels » – qui mettent en forme des répertoires savants relativement homogènes qualifiés de « genres intellectuels ». Il accorde en même temps une attention particulière aux

fonctions politiques des théories sociales et, à partir d'analyses comparées, aux différentes formes de développement national de ces théories qui mettent en évidence les spécificités des sciences morales et sociales françaises.

Les trajectoires sociales des théories sociales de l'Etat monarchique

Pour caractériser le type de savoirs en circulation sous l'Ancien Régime, Johan Heilbron met l'accent sur le contrôle politique des productions et la socialisation des producteurs au sein des académies et des salons. Ces phénomènes expliquent en partie les conditions d'émergence et l'évolution des théories savantes et des styles intellectuels. L'ensemble des institutions étatiques fondées au XVII^e siècle comme l'Académie française (1635) ou l'Académie des sciences (1666) constituent à la fois un nouveau monopole concurrent des universités, traditionnellement soumises à l'orthodoxie ecclésiastique, et un instrument de socialisation des productions et des représentations culturelles et savantes des couches supérieures aristocratiques. La culture de cour et le mécénat d'Etat contribuent également, après la période de la Fronde (1650), à consolider des groupes séculiers échappant aux carrières universitaires et qui parviennent à imposer en quelques décennies, comme un genre intellectuel dominant, le style tempéré, la clarté et le raffinement propres au « classicisme ». La consolidation de la position des écrivains au sein des salons et des académies, et la constitution de réseaux académiques provinciaux redéfinissent néanmoins les relations de dépendance entre les écrivains et les couches supérieures de l'aristocratie et entraînent, dès la fin du règne de Louis XIV, un effritement progressif de la société de cour. Cette évolution se manifeste à travers la naissance d'une critique, doublement

satirique et philosophique, de l'absolutisme. L'observation des mœurs sociales et politiques étrangères devient alors un instrument de description et de mise à distance des mécanismes de pouvoir nationaux. Comme le montrent les *Lettres philosophiques* de Voltaire, l'exemple anglais constitue une ressource autorisant comparaisons et évaluations critiques de la monarchie française¹. La construction de réseaux multiples entre les principaux représentants de ces groupes séculiers et l'ensemble des prétendants exclus des espaces de sociabilité mondaine donne une cohérence et une unité à la production intellectuelle de l'époque en stabilisant la définition conceptuelle et l'identité sociale du « philosophe ». Présenté comme un personnage distancié des affaires temporelles, le « philosophe » réunit les conditions d'un renouvellement culturel en investissant, sur le fondement d'une critique des pouvoirs établis, l'espace des académies locales et nationales et en incarnant, à l'instar des « encyclopédistes », une alternative aux définitions mondaines ou ecclésiastiques du savoir.

Parallèlement, l'émergence de rationalismes analytiques comme la philosophie condillacienne, et la circulation des écrits scientifiques en dehors des cercles spécialisés, permettent

¹ Sur l'exemple formateur des *Lettres philosophiques*, et plus généralement sur les échanges, circulations et transferts d'idées ou de savoirs anglo-français dans cette période, voir Laurence W. B. Brockliss, « The French Republic of Letters and English culture, 1750-90 », in Christophe Charle, Julien Vincent, Jay Winter (dir.), *Anglo-French attitudes : comparisons and transfers between English and French intellectuals since the eighteenth century*, Manchester, Manchester University Press, 2007, pp.98-121 ; Richard Whatmore, « French perspectives on British politics, 1688-1734 », in Jean-Philippe Genet, François-Joseph Rougier (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e - XX^e siècles)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2007, pp.83-98

de dépasser l'opposition entre culture érudite et culture de cour. Une domination des activités lettrées s'observe néanmoins dans la hiérarchisation sociale des académies et l'appropriation lettrée des schèmes scientifiques. Cette hiérarchisation, redoublée par une circulation élargie des produits scientifiques, qu'il s'agisse de l'histoire naturelle, des mathématiques ou des sciences physiques, confère ainsi à un large ensemble de rhétoriques scientifiques ou de fausses sciences (la physiognomonie de Lavater ou le magnétisme animal de Mesmer) une forme d'autorité sociale en dépit des condamnations des différents réseaux regroupés autour de l'Académie des sciences².

Le développement d'élites culturelles hors de l'Université et des milieux ecclésiastiques d'une part, et l'intégration lettrée et philosophique des théories scientifiques d'autre part, définissent, dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles, les conditions de possibilité d'une production intellectuelle sécularisée mais faiblement scientificisée, alors que dans la même période, notamment en Angleterre, l'usage par les théologiens protestants d'instruments rationnels mobilisés contre l'orthodoxie catholique favorise

l'émergence de productions doublement scientifique et religieuse.

Dans le cours du XVIII^e siècle, les principes de la « moralistique » — la description de l'*ethos* de sociabilité des couches aristocratiques — sont étendus et réinterprétés par des réseaux plus ou moins proches de l'*Encyclopédie* et des milieux réformistes parrainés par Turgot. La mise en circulation, au sein de ces réseaux, de représentations critiques des interdépendances politiques, sociales ou économiques, s'explique notamment par des phénomènes structurels (la constitution d'un nouveau public lettré et l'excédent des élites culturelles par rapport aux positions rétribuées) et par l'intégration progressive des instruments de l'analyse morale et politique (la description des mœurs de cour, le droit naturel, les philosophies du contrat et de la souveraineté) au genre intellectuel des « théories sociales ». L'examen des régimes politiques à travers la constitution « physique » et « morale » des nations (Montesquieu), ou la mise en forme d'oppositions entre individus et société ou entre morale et civilisation (Rousseau), illustrent ce travail d'enrôlement de la moralistique et des théories juridico-politiques par des théories normatives fondées sur l'observation des interdépendances sociales. Ces entreprises de redéfinition théorique de l'Etat peuvent répondre à des options politiques différenciées (critique de l'absolutisme royal ou des artifices de la société de cour) ou ressaisir des objets multiples (le climat, les colonies, les constitutions politiques) sous des formes variées (romans épistolaires, mémoires, traités). Mais en restituant la politique sous l'aspect d'une dynamique sociale, elles intègrent toutes une représentation relationnelle et historicisée de l'Etat. Sur un autre plan, c'est la fonction critique assumée par ces théories sociales qui permet d'expliquer leur faible institutionnalisation et la diversité des usages politiques dont elles

² Il n'est pas aisé, rétrospectivement, de situer des phases de « scientificisation » de la connaissance et d'établir un partage entre « science réalisée », « fausse science » et « idéologie scientifique » en échappant au substantialisme, qui implique une définition *a priori* de la science et de la scientificité, et au légitimisme fondant toute appréciation relative aux contenus scientifiques sur les critères de sciences réalisées. En pensant ces processus, recouvrant à la fois des découvertes consacrées et des entreprises multiples de revendication, à travers le double enjeu des déplacements de frontières entre savoirs et de leur spécification plus ou moins durable, l'auteur a renoncé, au profit d'une vision relationnelle, en particulier sur les objets soumis à un partage entre sciences et lettres, à poser l'idée de science dans l'absolu et à la situer en dehors des luttes de définition et de réception des savoirs.

font l'objet, en particulier au sein de la « bohème littéraire ». L'analyse comparée du développement de la philosophie morale écossaise au XVIII^e siècle met en évidence ces différentes singularités. Alors qu'en Ecosse la constitution de réseaux universitaires, scientifiques et philosophiques moins dépendants des élites nobiliaires, participe à l'émergence d'une philosophie morale proche des sciences naturelles, les « théories sociales » françaises circulent essentiellement en dehors des réseaux universitaires et scientifiques et peuvent être assimilées, jusque dans les années 1780, à une version critique et modernisée du « droit naturel ».

Les savoirs d'Etat « post-révolutionnaires » et les rationalismes positifs du XIX^e siècle

Dans des chapitres de synthèse éclairants sur la formation des modèles de « théorie sociale » et de « sciences sociales » au cours des décennies qui suivent l'effondrement de la société de cour, Johan Heilbron rappelle que les transformations institutionnelles sous la période révolutionnaire ont redéfini en profondeur l'ensemble de ces investissements culturels et savants. Du point de vue de la production et de la circulation des produits intellectuels, le contexte révolutionnaire se caractérise par la généralisation d'une offre de biens symboliques destinée à porter au jour les conditions d'un ordre politique renouvelé. Les théories sociales mises en forme dans la seconde partie du XVIII^e siècle sont alors l'objet d'un travail collectif de retraduction qui donne un sens nouveau aux notions fondamentales du vocabulaire politique et culturel (« société », « social », etc.). De nouveaux labels académiques (« sciences de l'homme », « science sociale », « physiologie sociale », etc.) font également leur apparition. Les entreprises qu'elles désignent sont affectées par un

double processus de scientificisation et d'institutionnalisation. La promotion politique de savoirs utiles et les stratégies de conquête de positions académiques par de nouveaux acteurs scientifiques disqualifient les belles-lettres et appellent un renouvellement des contenus scientifiques. La reconfiguration des opportunités académiques, notamment avec la création de l'Institut national en 1795, permettent à de nombreux scientifiques de tirer parti de positions centrales et de conditions favorables de recrutement pour redéfinir les fondements des connaissances scientifiques. Les transferts intra-scientifiques, l'historisation des représentations scientifiques et l'applicabilité des résultats de la recherche constituent les principales tendances de la période comme on le voit, par exemple, avec la mathématisation des sciences (Laplace), la temporalisation des représentations de la nature et des espèces comme entités évolutives (Cuvier), et la fondation de la médecine clinique au sein de structures hospitalières transformées en lieux de soins et de recherche. La circulation des connaissances scientifiques au sein des nouvelles structures d'enseignement et des espaces de la réforme politique explique en partie le rayonnement conjoncturel des modèles de science sociale fondés sur les mathématiques, les sciences naturelles ou physiologiques. L'avènement d'une philosophie anti-métaphysique ouverte aux applications pratiques comme l'analyse physiologique de Cabanis, membre de l'Institut et proche du milieu des « idéologues », constitue l'un des nombreux exemples des appropriations différenciées des connaissances scientifiques qui, entre le Directoire et l'Empire, peuvent se présenter comme des programmes de régénération politique prenant pour support de formalisation et de diffusion le réseau des institutions académiques et éducatives révolutionnaires.

La suppression par Bonaparte de certaines institutions révolutionnaires, en particulier les écoles centrales et la classe des sciences morales et politiques de l'Institut, contribue à disqualifier les mobilisations réformistes de la période révolutionnaire. La re-polarisation de l'espace intellectuel entre lettrés et scientifiques sous le Consulat et l'Empire apparaît également comme un effet de la prébendisation politique de groupes lettrés mobilisés au sein de réseaux et d'organes spiritualistes et anti-révolutionnaires (le *Mercur de France* ou le *Journal de l'Empire*). La formation de l'Université napoléonienne (1808-1809) consacre en partie cette division entre savoirs littéraires et scientifiques en institutionnalisant notamment des entreprises de redressement métaphysique telle que la philosophie psychologique de Royer-Collard. La différenciation des cultures littéraire et scientifique, et la construction d'oppositions politiques entre des élites intellectuelles promues par le régime impérial ou maintenues en marge des institutions académiques et scientifiques, forment une configuration singulière au sein de laquelle se cristallise une part des représentations et des productions scientifiques de la première moitié du XIX^e siècle.

L'analyse de la genèse du projet intellectuel d'Auguste Comte permet d'observer l'ensemble des transformations cognitives et politiques de la première moitié du XIX^e siècle et leurs effets sur la mise en forme des sciences sociales. A contre-courant des lectures réductionnistes qui font de l'œuvre de Comte et du système de croyances scientifiques qu'elle recouvre un succédané temporel du catholicisme ou l'illustration d'un positivisme exclusif, Johan Heilbron montre que les premiers travaux du jeune polytechnicien (*Sommaire appréciation de l'ensemble du passé moderne, Prospectus des travaux nécessaires pour réorganiser*

la société, Système de politique positive, 1820-1822) et la systématisation théorique à laquelle ils donneront lieu (le *Cours de philosophie positive, 1830-1842*) se présentent davantage comme une tentative de fondation d'une « épistémologie différentielle et historique ». Celle-ci doit autant aux changements scientifiques et politiques des premières décennies du XIX^e siècle qu'à une représentation singulière et personnelle des formes du développement scientifique. Plusieurs ensembles de faits doivent être mis en relation pour saisir les spécificités de son projet intellectuel. Jeune polytechnicien dépourvu de ressources mondaines, mis en marge des institutions académiques, comme beaucoup de ses condisciples, dans une conjoncture de radicalisation conservatrice et de crise du recrutement des personnels enseignants (la fin de l'Empire et les années 1820), Comte n'accède à l'espace intellectuel qu'à travers l'un des réseaux (les « saint-simoniens ») qui structurent l'opposition idéologique à l'ultra-royalisme. Parallèlement, la socialisation scientifique de Comte dans une période de renouvellement scientifique et l'attention qu'il accorde à l'évolution contemporaine des sciences lui permettent d'engager une réflexion sur la spécialisation croissante des recherches scientifiques et la réorganisation des hiérarchies savantes. Le « système d'idées positives » qu'il définit au début des années 1820 intègre ainsi l'impératif d'une réforme de l'organisation sociale et politique fondée sur l'état présent du développement scientifique. La « loi des trois états » qu'il formule dans ces années subordonne le projet d'une science politique positive à une réflexion historique sur l'évolution des connaissances. Au « stade positif », l'analyse des phénomènes renonce aux questions absolues de la théologie et de la métaphysique pour ressaisir, par un usage combiné de l'observation et du raisonnement, leurs lois effectives et leurs

relations de succession. La systématisation opérée par Comte sur ce premier schéma de l'évolution des savoirs scientifiques prend la forme d'une épistémologie générale prenant acte de la différenciation historique des contenus scientifiques et intégrant, à partir de la biologie, de la « statique » et de la « dynamique » sociales, une nouvelle représentation des rapports sociaux.

Projet élaboré dans la solitude, objet d'une diffusion limitée parmi les familiers de Comte, cette épistémologie ne parvient pas à réaliser ses premières finalités pratiques : redéfinition de la hiérarchie des savoirs et de la division du travail scientifique, et contribution à la réforme politique et sociale sur le fondement d'une science sociale autonome. La Société positiviste fondée en 1848 et le réseau des positivistes hétérodoxes regroupé autour d'Emile Littré sont insuffisamment mobilisés dans les réformes académiques de la deuxième moitié XIX^e siècle pour consolider l'héritage comtien au sein d'un espace universitaire en voie d'autonomisation. La renommée internationale de Comte, assurée en partie par l'importation de John Stuart Mill, ne semble pas avoir eu d'effet durable sur sa reconnaissance universitaire en France ; la circulation de ses travaux au sein des institutions universitaires de la III^e République renvoyant à des usages critiques et à des entreprises de refondation scientifique trop hétérogènes (les philosophies anti-spiritualistes ou la sociologie durkheimienne).

Les formes « pré-disciplinaires » de la sociologie

L'un des intérêts de cette « histoire pré-disciplinaire » de la sociologie est de restituer les logiques sociales de production des biens intellectuels dans des configurations d'« encastrement politique », c'est-à-dire dans des espaces marqués par une indifférenciation relative

des spécialités savantes (belles-lettres et littérature, philosophie ou histoire par exemple), et des réseaux institutionnels où s'investissent des acteurs occupant des positions doublement politiques et savantes. La synthèse de connaissances que présente l'ouvrage sur une très longue période engage également une autre représentation des sciences sociales contemporaines. En montrant combien celles-ci s'inscrivent dans un processus long et irrégulier d'autonomisation des connaissances savantes et de spécialisation des contenus scientifiques, cette histoire des théories sociales participe au renouvellement de l'analyse des conditions d'émergence des disciplines académiques. Son intérêt n'est pas seulement de rappeler, en quelque sorte négativement, ce qu'aurait pu être une histoire reconstruite, volontiers intellectualiste, de la sociologie, mais au contraire d'engager un retour lucide sur des auteurs canoniques et de redécouvrir, en insistant sur la construction sociale de ce qui fait autorité, des terrains négligés par l'histoire des idées.

On pourrait approfondir la lecture de cet ouvrage pour mettre en évidence certains de ces attendus méthodologiques et théoriques qui restent parfois implicites. Du point de vue d'une lecture sociologique, l'une de ses réussites est de maintenir une écriture de l'histoire des théories sociales sur différents niveaux entre lesquels on repère des interdépendances, des homologies et des décrochages : l'histoire des structures qui implique une réflexion sur la genèse de la sociologie en tant que discipline et sur les configurations institutionnelles qui la précèdent ; l'histoire des groupes savants et de leurs manières d'investir et de transformer des espaces faits de contraintes et d'opportunités multiples, aussi bien académiques ou savantes que politiques ; enfin l'histoire du langage qui est, en tant que traces lexicales contextualisées révélant des enjeux pratiques de qualification, un indicateur parmi d'autres

de la consolidation des groupes et de la transformation des structures.

C'est l'insistance sur la construction de concepts culturels, dans une certaine mesure en affinité avec la démarche de la *Begriffsgeschichte*³, qui permet à l'auteur de montrer que les transformations du langage ne relèvent pas uniquement de phénomènes langagiers et que l'objectivation de concepts fondamentaux, en tant qu'instruments de désignation des groupes et des structures, est un processus que les méthodes de l'histoire sociale peuvent éclairer dans une double perspective : sous l'angle sociologique, dans une ligne durkheimienne, en montrant que la sémantique enregistre les changements liés à la division du travail et à la différenciation progressive des espaces, et dans une logique réflexive toutes les fois où l'écho dans le langage savant d'un vocabulaire d'époque incite à préciser et à distinguer leurs contours et leurs usages respectifs, ne serait-ce que pour prévenir des formes d'anachronisme liées au télescopage du sens. Le développement consacré à la construction du concept de « philosophe » livre une réponse sur l'intérêt de l'analyse du lexique des acteurs. Il ne s'agit pas seulement de suivre les emplois lexicaux d'un terme depuis sa genèse sans le rapporter au système d'enjeux sociaux dont il est le produit et qu'il sert à nommer et ordonner, mais de reconnaître une catégorie verbale comme une catégorie sociale soumise à des variations sociales. « Philosophe » condense ainsi les tensions propres à l'univers culturel des XVII^e et XVIII^e siècles (la sécularisation et la curialisation des savoirs notamment) et désigne le groupe séculier appliqué à la science des mœurs, parfois frondeur ou critique, habile à susciter le soutien des

fractions éclairées de la noblesse, et déplaçant les frontières jusque-là étanches de la culture mondaine et de la culture savante. Et c'est la cristallisation de ces enjeux autour du concept que décrivent de manière convergente les travaux qui s'inscrivent dans l'une ou l'autre des traditions mobilisées à l'occasion par l'auteur – l'histoire sociale des groupes et la sémantique historique⁴ – en laissant entrevoir ce qu'une sociologie des concepts pourrait apporter à l'analyse des univers savants et culturels⁵.

La mise en évidence de processus affectant l'Etat et les groupes savants permet par ailleurs de mieux comprendre l'articulation entre des épreuves de milieu, souvent vécues par les acteurs sur un mode personnel, et des enjeux de structure. L'analyse de la trajectoire et de la production de Comte est à cet égard exemplaire. Elle éclaire la logique d'une créativité intellectuelle faite d'opportunités souvent négatives, de rencontres parfois avortées, de proximité aux réseaux qui comptent sans, toutefois, la complicité indispensable dont s'autorisent certains prétendants aux « carrières » académiques et universitaires. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que marginalité et originalité soient étroitement liées, dans le cas de Comte, aux *exits* successifs qui ne le préservent ni du doute ni des audaces que l'on rencontre chez tous ceux, post-saint-simoniens ou nouveaux critiques de

³ Voir, par exemple, Reinhart Koselleck, « Histoire des concepts et histoire sociale », *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 1990, pp.99-118.

⁴ Sur la construction du concept de « philosophe » et respectivement sur ces deux registres historiographiques : Didier Masseau, *Les ennemis des philosophes : l'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Albin Michel, 2000, pp.67-108 et pp.157-206 ; Hans Ulrich Gumbrecht, Rolf Reichardt, « Philosophe, philosophie », *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich, 1680-1820*, Heft 3, München, Oldenbourg, 1985, pp.7-88.

⁵ On renvoie sur ce point à Xavier Landrin, « La sémantique historique de la *Weltliteratur* : genèse conceptuelle et usages savants », in Anna Boschetti (dir.), *L'espace culturel transnational*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2010, pp.73-134.

l'économie politique officielle, qui restent en lisière de l'« espace d'attention » du public intellectuel⁶. Si la cotation des œuvres, l'image de soi et la *libido sciendi* de l'auteur du *Système de politique positive* s'expliquent par l'intrication de la croyance, de la création et du capital social, ces mêmes œuvres intègrent des dilemmes structurels auxquels elles apportent une réponse sous une forme plus ou moins explicite. L'« épistémologie différentielle et historique » de Comte s'inscrit sous ce rapport dans un processus long de scientificisation et de sécularisation des savoirs sur la société, dont elle témoigne de différentes manières (en particulier à travers son exposé des contradictions entre théologie et positivisme, et ses observations sur les hiérarchies des sciences et leurs évolutions), et elle se présente parallèlement comme le résultat de l'analyse partiellement réflexive qu'en fait Comte. Elle apparaît dès lors comme une recherche entée sur un paradoxe, celui d'un travail renfermant des ambitions et des explications totalisantes dans une phase de spécialisation et de ramification croissantes des sciences.

Suivre conjointement des évolutions institutionnelles et les transformations des groupes savants conduit à prendre en considération des périodes, très souvent des moments de crise, de controverses ou d'autonomisation, qui opèrent une synchronisation des formes langagières et structurelles. L'attention à ces reconfigurations engage une ré-historicisation des théories sociales et de la sociologie, envisagées dans la série des présents successifs dans lesquels elles s'actualisent ; c'est ce que montre par exemple, pour la seconde moitié du XVIII^e

siècle, le rayonnement d'une critique des pouvoirs culturels traditionnels en partie née de l'excédent de littérateurs prétendants par rapport aux positions effectivement rétribuées, cette crise morphologique accentuant le renouvellement des langages, des perceptions critiques, des stratégies d'alliance et de faire-valoir des groupes⁷. L'idée de « régime intellectuel » spécifie

⁷ Voir notamment Robert Darnton, *Bohème littéraire et révolution : le monde des livres au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard/Le seuil, 1983, pp.7-41 ; Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, pp.225 et s. On connaît les traditions réputées d'origine conservatrice mettant l'accent sur les crises morphologiques pour expliquer l'avènement d'une critique anti-institutionnelle au sein des groupes de prétendants intellectuels ; et la tendance est plutôt aujourd'hui de ranger sous une même bannière idéologique cette « sociologie du déclassement » qui réduirait la variété des raisons d'agir au seul motif de la « frustration ». Il n'y a pourtant rien de commun entre, d'une part, l'enquête structurale expliquant le rapport entre la formation d'aspirations à se réaliser libérées par le système scolaire et les transformations de leurs conditions concrètes de possibilité, et d'autre part la rhétorique de réaction condamnant sans autre forme d'examen les groupes d'intellectuels marginaux, perçus comme excédentaires au regard des capacités d'absorption du système. De même, pour s'en tenir à une comparaison plus reculée, la « sociologie de l'intellectuel » engagée par Schumpeter, mettant l'accent à la fois sur le gonflement de l'offre de services par l'enseignement supérieur et sur la production d'intellectuels coupés de certaines « aptitudes naturelles au travail », est sans rapport avec la correspondance, établie par Weber, entre les perceptions du possible dans les périodes de changement et les conditions institutionnelles de recrutement et de rétribution des métiers. Si elle n'avait pas pour seule finalité de congédier l'enquête structurale, la critique de l'argument du déclassement devrait d'abord se concentrer sur l'histoire sémantique du déclassement, ne serait-ce que pour mieux comprendre les enjeux (savants ou non) de qualification des moments critiques. L'argument n'est pas relevé par J. Heilbron, et l'explication elle-même est déplacée chronologiquement pour montrer comment, au sein même du processus révolutionnaire, la promotion des sciences a pu engager des groupes lettrés en rupture de ban à redéfinir le sens de leur activité.

⁶ Pour un approfondissement de ce questionnement sur la co-détermination de la notoriété, de la croyance et de la créativité, voir Randall Collins, « A Micro-Macro Theory of Intellectual Creativity : the Case of German Idealist Philosophy », *Sociological Theory*, 5 (1), 1987, pp.47-69.

bien le système de relations pratiques, qu'elles soient de concurrence ou d'alliance, mais aussi les contraintes et les opportunités qui définissent l'espace des institutions et des représentations au sein duquel s'opèrent des transformations profondes, comme celles que traversent les univers savants dans le dernier tiers du XVIII^e siècle lorsque les hiérarchies entre cultures scientifiques et cultures lettrées se renversent au profit des premières et que, sous l'effet d'une emprise croissante de l'Etat sur l'enseignement et la recherche scientifique, la sécularisation de la connaissance entraîne un renouvellement des solidarités et des oppositions entre groupes savants. Les « régimes intellectuels », comme configurations changeantes marquées par un encastrement dans l'Etat – un encastrement dont il faut en chaque cas préciser les modalités –, traversées par des problématiques communes, constituent des ensembles sociaux en partie auto-référentiels. La définition qu'en donne Heilbron échappe à un double écueil instrumentaliste et évolutionniste. Les régimes intellectuels caractérisant l'état « pré-disciplinaire » de la sociologie ne sont en effet ni un fonds commun idéologique ni un ensemble d'instruments mis au service de l'Etat puisqu'ils travaillent et traversent des dynamiques qui ne sont pas exclusivement « politiques ». L'observation de phénomènes de retraduction ou de dissipation de la contrainte « politique » invite sans doute à se défier d'un instrumentalisme que l'on retrouve parfois dans l'historiographie des « sciences du gouvernement », et qui est liée à l'inattention aux logiques sociales pour une part spécifiques des régimes intellectuels, y compris pour des périodes précédant la formation de l'autonomie académique des sciences humaines et sociales. On sait que cette autonomie, du moins pour la philosophie et la sociologie,

n'intervient que dans le dernier tiers du XIX^e siècle⁸. La question se pose alors de la définition adéquate des configurations qui la précèdent. Si Johan Heilbron évite les formules définitives et les dates trop précises – ce qui impliquerait une enquête structurale fondée sur un travail de type prosopographique – ses analyses sont plus concluantes que certains travaux antérieurs⁹. Le choix de nommer « pré-disciplinaires » les phases précédant la conquête de l'autonomie n'a rien d'évolutionniste ; il permet au contraire, en supposant la plasticité ou la souplesse de

⁸ Victor Karady, « Stratégies de réussite et modes de faire-valoir de la sociologie chez les durkheimiens », *Revue française de sociologie*, 20 (1), 1979, pp. 49-82 ; Jean-Louis Fabiani, *Les philosophes de la République*, Paris, Minuit, 1988 ; pour une analyse de la « configuration d'encastrement » de la philosophie avant l'autonomie disciplinaire, voir Xavier Landrin, « L'« éclectisme spiritualiste » au XIX^e siècle : sociologie d'une philosophie transnationale », in Louis Pinto, *Le commerce des idées philosophiques*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2009, pp.29-65.

⁹ Faute d'introduire une réflexion proprement sociologique, c'est-à-dire au moins en partie structurale, sur la naissance de la sociologie, *Les trois cultures* de Wolf Lepenies ne pouvait qu'affronter de biais le problème de la différenciation sociale des savoirs. Les réponses apportées aux questions relevant au XIX^e siècle du style littéraire du sociologue, de l'œil social du romancier, des prétentions scientifiques de la littérature et des prétentions littéraires des scientifiques, livraient sans doute, quoique sur un mode souvent impressionniste, des éléments de compréhension, sans toutefois mettre en évidence un système émergent de différences constitutives d'espaces pour une part différents, et vécus comme tels. Tenter par exemple de retrouver dans l'éthique de travail de Comte, et dans les effets que produisent sur cette ascèse, comme sur les développements de la « doctrine positiviste », les trajectoires amoureuse et sentimentale de Comte, pour comprendre la genèse non scientifique et l'inspiration en partie littéraire de l'œuvre scientifique, revenait à maintenir « l'homme-et-l'œuvre » en tant que catégories d'explication pertinentes, sans faire intervenir les enjeux de structure pourtant fondamentaux, notamment le poids du mécénat d'Etat (avec l'Institut).

ces configurations, de rappeler que les temporalités d'une genèse peuvent être ressaisies à partir de processus longs qui intègrent eux-mêmes, sous différents aspects, la période proprement dite de l'autonomisation académique ou disciplinaire. Le problème, qui n'est pas celui d'une simple périodisation, est en partie analogue aux difficultés que pose la reconstitution de la genèse du « champ littéraire »¹⁰. Il s'agit bien sûr de déterminer dans les deux cas si les attestations de l'autonomie (la spécification de valeurs propres, la croyance indigène dans l'existence d'un univers spécifique, la codification institutionnelle d'un droit d'entrée, la présence d'un intérêt particulier à s'investir, etc.) sont suffisamment pertinentes pour conclure à la formation d'un espace relativement autonome. Proposer dans cette perspective une ré-historicisation de la sociologie est une entreprise risquée, dans la mesure où la sociologie elle-même s'est constituée comme un savoir fondamentalement transfrontalier, « interstitiel »¹¹, dont les trajectoires, les héritages et les traditionnements se prêtent davantage à des études locales. Et c'est toute la valeur de cette synthèse d'en donner une lecture cohérente et une intelligibilité nouvelle.

¹⁰ Denis Saint-Jacques, Alain Viala, « A propos du champ littéraire : histoire, géographie, histoire littéraire », *Annales HSS*, 49 (2), 1994, pp.395-406.

¹¹ Andrew Abbott, *Chaos of disciplines*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001, pp.5 et s.